

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2897

[C — 2009/27153]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'arrêté du 3 juillet 2008 portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 17, 45 et 83;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 5;

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, notamment l'article 13, §§ 3 et 4;

Vu le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2008 portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

Vu l'avis n° 46.013/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002
relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré un alinéa 10 rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XVIbis. »

Art. 3. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, du même arrêté, il est inséré un 2^e alinéa rédigé comme suit :

« Si le permis porte sur une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la décision contient le plan de gestion des déchets conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture. Elle indique également, si c'est le cas, que l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03. de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. Elle contient en outre les informations suivantes :

- une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et, notamment, l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel, et l'interaction entre ces facteurs;
- une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, y remédier;
- un résumé non technique des informations visées aux premier, deuxième et troisième tirets. »

Art. 4. Dans l'article 30 du même arrêté, il est ajouté un alinéa 10 rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XVIbis. »

Art. 5. Dans l'article 46, alinéa 1^{er}, du même arrêté, il est ajouté un 2^e alinéa rédigé comme suit :

« Si le permis porte sur une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la décision contient le plan de gestion des déchets conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après

fermeture. Elle indique également, si c'est le cas, que l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. Elle contient en outre les informations suivantes :

- une description du projet comportant des informations relatives à son site, à sa conception et à ses dimensions;
- les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux directs et indirects que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et, notamment, l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel, et l'interaction entre ces facteurs;
- une description des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs importants et, si possible, y remédier;
- un résumé non technique des informations visées aux premier, deuxième et troisième tirets. »

Art. 6. Une annexe *XVibis*, rédigée comme suit, est ajoutée au même arrêté :

« ANNEXE *XVibis*

Formulaire relatif aux installations de gestion de déchets d'extraction

Si la demande de permis d'environnement ou de permis unique est relative à une installation de gestion de déchets d'extraction visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'annexe I^{re} du présent arrêté :

- 1° les informations visées par l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;
- 2° les autres lieux d'implantation possibles pour l'installation de gestion des déchets;
- 3° un plan de gestion des déchets conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture;
- 4° la décision d'approbation du plan de gestion des déchets;
- 5° si l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, un plan d'urgence interne conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture;
- 6° si l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03. de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les informations exigées par l'autorité fédérale pour l'établissement du plan d'urgence externe;
- 7° les dispositions prises, sous forme d'une garantie financière ou équivalente, conformément à l'article 55, § 1^{er} et 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du 3 juillet 2008
portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat*

Art. 7. Dans l'article 16, alinéa 2, de l'arrêté du 3 juillet 2008 portant organisation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, les mots « l'article 13, § 1^{er}, 2° » sont remplacés par les mots « l'article 13, § 1^{er} ».

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2897

[C — 2009/27153]

27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses vom 3. Juli 2008 zur Organisation der «Agence wallonne de l'Air et du Climat» (Wallonische Luft- und Klimaagentur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 17, 45 und 83;
Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 140;
Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, insbesondere der Artikel 13, § 3 und 4;

Aufgrund des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der «Agence wallonne de l'Air et du Climat» als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 zur Organisation der «Agence wallonne de l'Air et du Climat»;

Aufgrund des am 11. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.013/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I - *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein Absatz 10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Bewirtschaftungsanlage für Abbaufälle bezieht, enthält er außer den in dem in Absatz I erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage *XVIIbis* angegebenen Informationen.»

Art. 3 - In Artikel 19, Absatz 1 desselben Erlasses wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Falls die Genehmigung eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen betrifft, enthält der Beschluss den Abfallbewirtschaftungsplan gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung. Wenn dies der Fall ist, wird in dem Beschluss ebenfalls angegeben, dass die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird. Er enthält außerdem folgende Informationen:

- eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;
- die erforderlichen Angaben zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, insbesondere auf Menschen, Fauna und Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft, materielle Güter und Kulturerbe, sowie die Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren;
- eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;
- eine nichttechnische Zusammenfassung der in den Strichen 1, 2 und 3 angegebenen Auskünfte.»

Art. 4 - In Artikel 30 desselben Erlasses wird ein Absatz 10 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen bezieht, enthält er außer den in dem in Absatz I erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage *XVIIbis* angegebenen Informationen.»

Art. 5 - In Artikel 46, Absatz 1 desselben Erlasses wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« die Genehmigung eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen betrifft, enthält der Beschluss den Abfallbewirtschaftungsplan gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung. Wenn dies der Fall ist, wird in dem Beschluss ebenfalls angegeben, dass die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03. der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird. Er enthält außerdem folgende Informationen:

- 1° eine Beschreibung des Projekts, die Informationen über dessen Standort, Konstruktion und Umfang enthält;
- die erforderlichen Angaben zur Identifizierung und Bewertung der wichtigsten direkten und indirekten Auswirkungen, die das Projekt auf die Umwelt haben könnte, insbesondere auf Menschen, Fauna und Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima und Landschaft, materielle Güter und Kulturerbe, sowie die Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren;
- eine Beschreibung der in Aussicht genommenen Maßnahmen zur Vermeidung und Verringerung der negativen Auswirkungen und, wenn möglich, zu deren Abhilfe;
- eine nichttechnische Zusammenfassung der in den Strichen 1, 2 und 3 angegebenen Auskünfte.»

Art. 6 - In demselben Erlass wird eine Anlage *XVIIbis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«ANLAGE *XVIIbis*

Formular bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen

Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung auf eine in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen bezieht, enthält er außer den in dem in der Anlage I des vorliegenden Erlasses erwähnten Formular geforderten Auskünften:

1° die in der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Informationen;

2° die anderen möglichen Standorte für die Abfallbewirtschaftungsanlage;

3° einen Abfallbewirtschaftungsplan gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung;

4° den Genehmigungsbeschluss des Abfallbewirtschaftungsplans;

5° wenn die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird, einen internen Notfallplan gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung;

6° wenn die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird, die Informationen, die von der föderalen Behörde für die Erstellung des externen Notfallplans gefordert werden;

7° die in der Form einer finanziellen oder gleichwertigen Garantie getroffenen Vorkehrungen gemäß Artikel 55, § 1 und 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.»

*KAPITEL II - Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008
zur Organisation der «Agence wallonne de l'Air et du Climat»*

Art. 7 - In Artikel 16, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2008 zur Organisation der «Agence wallonne de l'Air et du Climat» wird der Wortlaut «Artikel 13, § 1, 2°» durch den Wortlaut Artikel 13, § 1» ersetzt.

KAPITEL III - Schlussbestimmung

Art. 8 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2897

[C – 2009/27153]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van het besluit van 3 juli 2008 houdende organisatie van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 17, 45 en 83;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op de artikel 13, §§ 3 en 4;

Gelet op het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) als dienst met afzonderlijk beheer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van 3 juli 2008 houdende organisatie van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap van de Lucht en het Klimaat);

Gelet op advies nr. 46.013/4 van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002
betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999
betreffende de milieuvergunning*

Artikel 1. Dit decreet beoogt de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van de extractieve industrie en tot wijziging van Richtlijn 2004/35/EG.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 1999 maart 10 betreffende de milieuvergunning wordt een lid 10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van artikel 1, de gegevens vermeld in bijlage XVIbis."

Art. 3. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Indien de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat de beslissing het afvalbeheersplan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden van de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de opvolging na sluiting. Daarin wordt eveneens, als dat het geval is, aangegeven dat de installatie beoogd wordt bij rubriek 90.27.01.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten. Daarnaast bevat ze volgende inlichtingen :

- een omschrijving van het project met de inlichtingen over de locatie, het concept en de afmetingen;
- de gegevens ter aanduiding en beoordeling van de voornaamste rechtstreekse en onrechtstreekse effecten dat het project zou kunnen hebben voor het leefmilieu en, meer bepaald, de mens, fauna en flora, de bodem, het water, de lucht, het klimaat en het landschap, de materiële goederen en het culturele erfgoed, en de interactie tussen die factoren;
- een omschrijving van de overwogen maatregelen om de belangrijke negatieve effecten te voorkomen en te verhinderen en, indien mogelijk, om ze te verhelpen;
- een niet technische samenvatting van de gegevens bedoeld onder het eerste, het tweede en het derde streepje.”.

Art. 4. In artikel 30 van hetzelfde besluit wordt een lid 10 toegevoegd, luidend als volgt :

“Indien de aanvraag voor een eenmalige vergunning betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens vermeld in bijlage XVIbis.”

Art. 5. In artikel 46, lid 1, van hetzelfde besluit wordt een lid 2 toegevoegd, luidend als volgt :

“Indien de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat de beslissing het afvalbeheersplan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden van de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de opvolging na sluiting. Daarin wordt eveneens, als dat het geval is, aangegeven dat de installatie beoogd wordt bij rubriek 90.27.01.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten. Daarnaast bevat ze volgende inlichtingen :

- een omschrijving van het project met de inlichtingen over de locatie, het concept en de afmetingen;
- de gegevens ter aanduiding en beoordeling van de voornaamste rechtstreekse en onrechtstreekse effecten dat het project zou kunnen hebben voor het leefmilieu en, meer bepaald, de mens, fauna en flora, de bodem, het water, de lucht, het klimaat en het landschap, de materiële goederen en het culturele erfgoed, en de interactie tussen die factoren;
- een omschrijving van de overwogen maatregelen om de belangrijke negatieve effecten te voorkomen en te verhinderen en, indien mogelijk, om ze te verhelpen;
- een niet technische samenvatting van de gegevens bedoeld onder het eerste, het tweede en het derde streepje.”

Art. 6. Bij hetzelfde besluit wordt een bijlage XVIbis gevoegd, luidend als volgt :

“BIJLAGE XVIbis

Formulier voor installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën

Indien de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de in het formulier gevraagde gegevens bedoeld in bijlage I bij dit besluit :

- 1° de gegevens bedoeld bij bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;
- 2° de andere mogelijke vestigingsplaatsen voor de installatie voor het beheer van afvalstoffen;
- 3° een afvalbeheersplan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden van de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de opvolging na sluiting;
- 4° de beslissing waarbij het afvalbeheersplan wordt goedgekeurd;
- 5° indien de installatie beoogd wordt bij rubriek 90.27.01.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, een intern noodplan overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden van de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de opvolging na sluiting;
- 6° indien de installatie beoogd wordt bij rubriek 90.27.01.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, de gegevens vereist door de federale overheid voor de opmaak van het externe noodplan;
- 7° de bepalingen getroffen in de vorm van een financiële of daarmee gelijkwaardige waarborg, overeenkomstig artikel 55, §§ 1 en 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.”

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het besluit van 3 juli 2008 houdende organisatie van het*
“Agence wallonne de l’Air et du Climat”
(Waaals Agentschap van de Lucht en het Klimaat)

Art. 7. In artikel 16, lid 2, van het besluit van 3 juli 2008 houdende organisatie van het “Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Waaals Agentschap voor Lucht en Klimaat) worden de woorden “artikel 13, § 1, 2°” vervangen door de woorden “artikel 13, § 1”.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 8. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2898

[C — 2009/27154]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, pour ce qui concerne les installations de gestion de déchets d'extraction

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 des mines, notamment l'article 55bis;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3, 13, alinéa 2, 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, 21, 59^{quater}, 65, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, 81, § 2, alinéa 3, et 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 46.014/4 du Conseil d'Etat donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que, selon l'article 7, § 1^{er}, de la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE, aucune installation de gestion de déchets d'extraction, à l'exception de celles visées à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, de cette même directive, ne peut être exploitée sans autorisation délivrée par l'autorité compétente; qu'il convient donc de soumettre ces installations à permis d'environnement en les visant par une rubrique spécifique correspondant à la définition qui en est donnée par cette directive; qu'en ce qui concerne plus particulièrement les installations susceptibles de provoquer un accident majeur, il y a lieu de les ranger en classe 1 afin, notamment, que, durant la procédure d'autorisation, les règles de participation du public applicables aux établissements de classe 1 soient toujours mises en œuvre; que, cependant, une étude d'incidences ne se justifie pas dans tous les cas, dès lors qu'une installation de gestion de déchets d'extraction peut très bien être susceptible de causer un accident majeur sans pour autant que les conséquences prévisibles à court ou long terme de l'accident soient d'importance non négligeable en ce qui concerne un impact sur l'environnement; que, pour les installations de gestion de déchets d'extraction qui ne doivent pas faire l'objet d'un permis d'environnement, il convient de les soumettre à déclaration afin de pouvoir leur rendre applicables les conditions d'exploiter définies conformément aux dispositions de la directive;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté un article 3^{quater} formulé comme suit :

« Art. 3^{quater}. Les installations visées à la rubrique 90.27 de l'annexe I^{re} constituent des installations de gestion de déchets d'extraction minière lorsqu'elles sont exploitées dans le cadre d'une recherche ou d'une concession telles que visées par le décret du 7 juillet 1988 des mines. »

Art. 3. Dans l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté une rubrique 90.27 formulée comme suit :

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division ZH ZHR ZI
90.27 Installation de gestion de déchets d'extraction				
90.27.01 Installation de gestion de déchets d'extraction telle que définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du ... portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture.				
90.27.01.01 Installation de gestion de déchets inertes et de terres non polluées, ainsi que les déchets provenant de l'extraction, du traitement et du stockage de tourbe, à moins qu'ils ne soient déposés dans une installation de gestion de déchets visée par la rubrique 90.27.01.03.	3			
90.27.01.02 Installation de gestion de déchets autres que celles visées aux rubriques 90.27.01.01 et 90.27.01.03.	2			
90.27.01.03 Installation de gestion de déchets :				